

Associés :

Bruno
LABORIER

Philippe
SALLE

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels

Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes
sur les conventions réglementées

Bilan – Compte de Résultat - Annexe

3, rue du
Dr Charles-Gabriel Pravaz
69110
SAINTE-FOY-LES-LYON

Tél
04 72 16 16 16
Email
contact@sofagec.fr

Web
sofagec.fr

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE
COMPTABLE INSCRITE
À L'ORDRE DES
EXPERTS-COMPTABLES
RHÔNE-ALPES
SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT
AUX COMPTES - MEMBRE
DE LA COMPAGNIE
RÉGIONALE DE LYON

SAS AU CAPITAL DE 100.000 €
452 736 184 RCS LYON
TVA INTRACOMMUNAUTAIRE
FR14452736184

DON BOSCO LYON
12 / 24 montée Saint-Laurent
69005 – LYON

EXERCICE CLOS LE 31.08.2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 août 2024

Aux Membres de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association DON BOSCO LYON relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

▪ **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicable en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

▪ **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATIONS DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de dissoudre l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

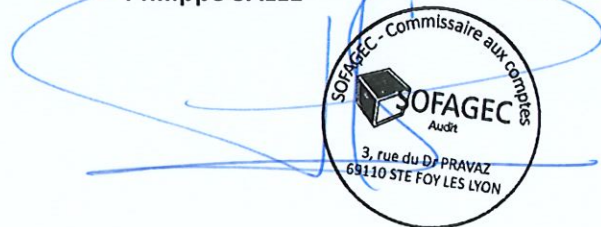
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En



- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A SAINTE-FOY-LES-LYON,
Le 2 janvier 2025

Le Commissaire aux Comptes
Pour la SAS SOFAGEC
Philippe SALLE



**RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 août 2024

Aux Membres de l'Association,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 dudit code, qui sont intervenues au cours de l'exercice écoulé.

- **Convention d'abandon de créances avec l'association Institut Saint Laurent**

Personne concernée : Membres communs du Conseil d'administration

Objet et modalités : Sur l'exercice, l'Institut Saint Laurent vous a octroyé un abandon de créance, au titre des refacturations, pour un montant de 77 569,53 €, comptabilisé en produits exceptionnels.

Fait à SAINTE FOY LES LYON,
le 2 janvier 2025
Le Commissaire aux Comptes
Pour la **SAS SOFAGEC**
Philippe SALLE



Bilan Actif Passif

Exercice du : 01/09/2023 - 31/08/2024

DON BOSCO LYON LYON CEDEX 05

Nomenclature 2020 & PCG Nomenclature 2020 & PCG

ACTIF	31/08/2024	31/08/2023
	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE		
Immobilisations incorporelles	9 342	0
Frais d'établissement	0	0
Frais de recherche et de développement	0	0
Donations temporaires d'usufruit	0	0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés,	0	0
Autres Immobilisations Incorporelles	9 342	0
Immobilisations incorporelles en cours	0	0
Avances et acomptes	0	0
Immobilisations corporelles	4 145 786	4 454 758
Terrains	0	0
Constructions	3 627 786	3 920 957
Installations techniques, matériel et outillage	19 448	15 908
Autres Immobilisation Corporelles	401 461	457 689
Immobilisations corporelles en cours	97 091	60 204
Avances et acomptes	0	0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être	0	0
Immobilisations financières	8 527	8 527
Participations et créances rattachées	1 300	1 300
Autres titres immobilisés	0	0
Prêts	7 227	7 227
Autres	0	0
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	4 163 655	4 463 285
ACTIF CIRCULANT		
Stocks et en-cours	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	14 165	4 278
Créances	664 348	704 343
Créances clients, usagers et comptes rattachés	117 101	223 534
Créances reçues par legs ou donations	0	0
Autres	547 247	480 809
Valeurs mobilières de placement	400 000	0
Instruments de trésorerie	0	0
Disponibilités	487 941	854 488
Charges constatées d'avance	70 473	56 923
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	1 636 927	1 620 032
Frais d'émission des emprunts (III)	0	0
Primes de remboursement des emprunts (IV)	0	0
Ecart de conversion actif (V)	0	0
TOTAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V)	5 800 582	6 083 316



Bilan Actif Passif

Exercice du : 01/09/2023 - 31/08/2024

DON BOSCO LYON LYON CEDEX 05

Nomenclature 2020 & PCG Nomenclature 2020 & PCG

PASSIF	31/08/2024	31/08/2023
	Net	Net
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	219 779	219 779
Fonds propres statutaires	85 777	85 777
Fonds propres complémentaires	134 002	134 002
Fonds propres avec droit de reprise	0	0
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	0	0
Ecart de réévaluation	0	0
Réserves	428 382	428 382
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves pour projet de l'entité	428 382	428 382
Autres	0	0
Report à nouveau	1 306 040	1 314 266
Excédent ou déficit de l'exercice	-117 713	-8 227
Situation nette (sous-total)	1 836 487	1 954 200
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissement	1 570 850	1 706 014
Provisions réglementées	0	0
TOTAL FONDS PROPRES (I)	3 407 337	3 660 214
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Fonds dédiés	0	0
TOTAL FONDS REPORTE ET DEDIES (II)	0	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques	72 128	74 887
Provisions pour charges	40 119	39 278
TOTAL PROVISIONS (III)	112 247	114 165
DETTES		
Emprunts obligatoires et assimilés	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 115 570	1 251 020
Emprunts et dettes financières diverses	280 959	304 031
Avances et acomptes reçus	89 698	85 358
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	281 980	255 683
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	192 852	174 963
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	374	374
Autres dettes	176 331	119 768
Instruments de trésorerie	0	0
Produits constatés d'avance	143 236	117 740
TOTAL DETTES (IV)	2 280 999	2 308 937
Ecart de conversion passif	0	0
TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV+V)	5 800 582	6 083 316



COMPTE DE RESULTAT

DON BOSCO LYON LYON CEDEX 05

01/09/2023 - 31/08/2024

Nomenclature 2020 &
PCG

Nomenclature 2020 &
PCG

	Exercice N 31/08/2024	Exercice N-1 31/08/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	0	0
Ventes de biens et service		
Ventes de bien	-822	-1 016
dont ventes de dons en natl	0	0
Ventes de prestations de servi	1 226 073	1 244 06
dont parrainage:	0	0
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Produits de tiers financeur:		
Concours publics et subventions d'exploitat	1 047 88	980 393
Vers Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consom	0	0
Res: Ressources liées à la générosité du publ	2 260	1 000
Dons manuel:	0	0
Mécénats	0	0
Legs, donations et assurances-v	0	0
Contributions financière	25 503	21 273
Reprises sur amortissements, dépréciations, prov	199 394	216 120
Utilisations des fonds dédié:	0	0
Autres produits	1 570	172
TOTAL I	2 501 863	2 462 007
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandise	0	0
Variation de stoc	0	0
Autres achats et charges extern	963 353	914 903
Aides financière:	0	0
Impôts, taxes et versements assimi	91 083	78 554
Salaires et traitement	949 233	804 593
Charges sociales	360 303	321 294
Dotations aux amortissements des immobilisati	456 083	503 553
Dotations aux provision	841	0
Report en fonds dédié	0	0
Autres charges	3 357	986
TOTAL II	2 824 263	2 623 893
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-322 403	-161 883
PRODUITS FINANCIERS		
De participation:	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'ac	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	6 823	2 142
Reprises sur provisions, dépréciations et transl	12 500	0
Différences positives de chang	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilière:	14 923	3 820
TOTAL III	34 250	5 962
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciati	0	0
Intérêts et charges assimilée	17 593	20 113
Différences négatives de chang	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilière	0	0
TOTAL IV	17 593	20 113
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	16 653	-14 153
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - I)	-305 753	-176 043



COMPTE DE RESULTAT
DON BOSCO LYON LYON CEDEX 05

01/09/2023 - 31/08/2024

Nomenclature 2020 &
PCG

Nomenclature 2020 &
PCG

	Exercice N 31/08/2024	Exercice N-1 31/08/2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	99 872	15 452
Sur opérations en capital	165 290	198 169
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts	74 887	0
TOTAL V	340 051	213 621
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	63 804	0
Sur opérations en capital	12 500	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	72 128	44 887
TOTAL VI	148 432	44 887
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	191 619	168 734
Participation des salariés aux résultats (V)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VII)	3 582	917
Total des produits (I + III + V)	2 876 167	2 681 590
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 993 880	2 689 816
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	-117 713	-8 227

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	0	0
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	0	0



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS CLOS LE 31 AOÛT 2024

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

I. INFORMATIONS GENERALES

- 1) Identification de l'Association
- 2) Faits marquants de l'exercice
- 3) Evénements postérieurs à la clôture

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 1) Durée et dates de l'exercice comptable
- 2) Référentiel comptable
- 3) Dérogations aux principes et méthodes comptables
- 4) Changements comptables

III. NOTES SUR LE BILAN

- 1) Immobilisations incorporelles et corporelles
- 2) Immobilisations grevées de droit
- 3) Dépréciations d'éléments d'actif
- 4) Echéance des créances et des dettes
- 5) Evaluation des valeurs mobilières de placement
- 6) Fonds associatifs
- 7) Provisions
- 8) Fonds dédiés
- 9) Passifs éventuels

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- 1) Information sectorielle (ventilation du chiffre d'affaires par activité)
- 2) Effectif employé pendant l'exercice
- 3) Rémunération des dirigeants
- 4) Honoraires des commissaires aux comptes
- 5) Rattachement des charges et des produits à l'exercice
- 6) Charges et produits exceptionnels

V. AUTRES INFORMATIONS

- 1) Engagements financiers donnés et reçus
- 2) Engagements pris en matière de crédit-bail
- 3) Contributions volontaires en nature



TABLEAUX (en complément des notes sur le bilan et le compte de résultat)

- 1) Tableau des mouvements des immobilisations
- 2) Tableau des mouvements des amortissements
- 3) Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif
- 4) Etat des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties
- 5) Tableau des valeurs mobilières de placement– Néant, non applicable
- 6) Tableau des mouvements des fonds associatifs
- 7) Tableau des mouvements des provisions
- 8) Tableau des mouvements des fonds dédiés– Néant, non applicable
- 9) Tableau des engagements pris en matière de crédit-bail – Néant, non applicable

I. INFORMATIONS GENERALES

1) IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION :

- L'Association DON BOSCO LYON gère le lycée Don Bosco, situé 12-24 Montée Saint Laurent à Lyon.
- L'association a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du Statut et des textes fondamentaux de l'Enseignement catholique et des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.
- Elle gère l'établissement catholique dénommé « LYCEE PRIVE DON BOSCO de LYON », un Centre de Formation Continue, une Unité de Formation et d'Apprentissage, un institut de formation d'aide-soignant (IFAS), un institut de formation d'ambulancier (IFA) et un institut de formation d'infirmier (IFSI).

2) FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE :

Une provision pour litige avait été constituée lors de l'exercice clos le 31/08/2019 pour un montant de 20 000 €. Cette provision concerne un litige commercial, et porte sur des factures non comptabilisées et non réglées, que l'Association considère sans objet. Cette provision a été portée à 30 000 € à la clôture de l'exercice clos le 31/08/2020. Le jugement du tribunal a été rendu au cours de l'exercice 2023/2024. Ce jugement condamne DON BOSCO LYON au paiement des factures. Compte tenu de la provision constituée et reprise au cours de l'exercice 2023/2024, l'incidence sur le résultat est de – 32 804 €.

Une provision pour charge à payer a été constituée au cours de l'exercice, pour un montant de 72 128 €. Cette provision couvre la rémunération de la responsable RH, licenciée en août 2024, pour la période non travaillée de septembre à novembre 2024, mois de sortie des effectifs de ladite salariée. Ce licenciement fera très certainement l'objet d'un recours devant le Tribunal des Prud'hommes, mais en l'absence de courrier de notification du tribunal, aucune provision ne peut être constituée, faute d'évaluation.



Erasmus+



LYCEE PRIVE DON BOSCO LYON – 12/24 Montée Saint-Laurent – 69322 Lyon Cedex 05
☎ 04 72 41 14 54 ✉ lycee@donboscolyon.org 🌐 www.donboscolyon.org
SIRET : 779 883 453 00010



3) EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE :

Postérieurement à la clôture, l'association a été informée d'un litige prud'hommal probable avec l'ancienne responsable RH, en raison d'un message électronique mal adressé.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1) DUREE ET DATES DE L'EXERCICE COMPTABLE :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2023 au 31/08/2024.

2) REFERENTIEL COMPTABLE :

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/08/2024 ont été établis conformément au règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général et en appliquant la Nomenclature comptable de l'Enseignement catholique sous contrat avec l'Etat (édition 2016) définie par la FNOGEC (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

Par ailleurs, il avait été décidé d'anticiper l'application des dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif (application du règlement obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020). Ces nouvelles dispositions ont été appliquées dès l'exercice clos le 31 août 2020, et avaient notamment des conséquences sur le traitement comptable des subventions d'investissement.

3) DEROGATIONS AUX PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES :

Aucune dérogation n'a été pratiquée :

- Au principe de l'image fidèle,
- Aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels
- A la durée de l'exercice comptable,

4) CHANGEMENTS COMPTABLES :

Aucun changement comptable n'a eu lieu au cours de cet exercice.



III. NOTES SUR LE BILAN :

1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations, le cas échéant. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

IMMOBILISATIONS			Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement		0				0
	Autres immobilisations incorporelles		7 435	14 408			21 843
		TOTAL I	7 435	14 408	0	0	21 843
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)		0				0
	Constructions	Sur sol propre	6 406 486	24 260			6 430 747
		Sur sol d'autrui	600 088				600 088
	Installations techniques, matériel et outillage		302 346	9 956			312 302
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	4 334 329	44 659			4 378 988
		Matériel de transport	4 800				4 800
		Matériel de bureau et informatique	320 213	7 584			327 797
		Mobilier	366 285	9 101			375 387
	Immobilisations corporelles en cours		60 204	68 499	31 612		97 091
	Avances et acomptes sur immobilisations		0				0
		TOTAL II	12 394 752	164 059	31 612	0	12 527 199
PRÊT A USAGE	Immobilisations grevées de droit	TOTAL III	0	0	0	0	0
FINANCIERES	Participations et créances rattachées à des participations		1 300				1 300
	Autres titres immobilisés		0				0
	Prêts et autres immobilisations financières		19 727		12 500		7 227
		TOTAL IV	21 027	0	12 500	0	8 527
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			12 423 214	178 467	44 112	0	12 557 569



Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Jusqu'aux mises en service effectuées au cours de l'exercice clos le 31 août 2021, les « anciens » bâtiments n'ont pas fait l'objet d'une décomposition.

Les nouveaux travaux immobiliers mis en service depuis l'exercice clos le 31 août 2021 font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES				Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement							0
	Autres immobilisations incorporelles			7 435	5 046			12 481
			TOTAL I	7 435	5 046	0	0	12 481
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains							0
	Constructions	Sur sol propre		3 085 617	317 431			3 403 048
		Sur sol d'autrui						
	Installations techniques, matériel et outillage			286 438	6 416			292 854
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements		3 919 584	93 163			4 012 747
		Matériel de transport		4 800	0			4 800
		Matériel de bureau et informatique		284 028	19 972			304 000
		Mobilier		359 527	4 437			363 964
			TOTAL II	7 939 994	441 419	0	0	8 381 413
TOTAL GENERAL (I + II)				7 947 429	446 464	0	0	8 393 893



TAUX D'AMORTISSEMENT HABITUELLEMENT PRATIQUES

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement
Structure (gros œuvre)	15 à 40 ans
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans
Installations générales et techniques	10 à 20 ans
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 20 ans
Equipement de restauration	5 à 10 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans
Mobilier scolaire	5 à 10 ans
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel de reprographie	3 à 5 ans
Logiciels	1 à 3 ans

2) IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROIT (PRET A USAGE) :

L'Association ne dispose pas de locaux mis à sa disposition gratuitement dans le cadre d'un prêt à usage.

3) DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF :

Les comptes usagers (familles et élèves) font l'objet d'une dépréciation évaluée au cas par cas. En cas de dépréciation d'une créance, elle représente 100% de la créance.

Les titres PIXAGO, d'un montant de 12 500 €, totalement dépréciés dans la comptabilité, ont été sortis de l'actif, suite à la radiation de la société.



OBJET DES DEPRECIATIONS			Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :	• Incorporelles	0	0	0	0
		• Corporelles	0	0	0	0
		• Financières	12 500	0	12 500	0
	Stocks et en-cours		0	0	0	0
	Comptes usagers (familles, élèves)		20 695	9 601	8 264	22 032
	Autres créances		0	0	0	0
	Valeurs mobilières de placement		0	0	0	0
		TOTAL	33 195	9 601	20 764	22 032
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation			9 601	8 264	
	financières				12 500	
	exceptionnelles					

4) ECHEANCE DES CREANCES ET DES DETTES :

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	7 227		7 227
Autres créances			
Sous-total créances de l'actif immobilisé	7 227	0	7 227
Créances de l'actif circulant :			
Créances usagers	139 133	117 101	22 032
Créances sociales et fiscales	35 000	35 000	
Autres créances (à détailler si besoin)	512 247	512 247	
Sous-total créances de l'actif circulant	686 380	664 348	22 032
TOTAL CREANCES	693 607	664 348	29 259



DETTE	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SÛRETÉS RÉELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 115 570	93 368	370 114	652 087	
Emprunts et dettes financières divers	263 529	21 082	84 329	158 117	
Sous-total dettes financières	1 379 099	114 450	454 443	810 205	
Dettes fournisseurs	281 980	281 980			
Dettes fiscales et sociales	192 852	192 852			
Dettes sur immobilisations	374	374			
Autres dettes	176 331	176 331			
Sous-total autres dettes	651 537	651 537	0	0	
TOTAL DETTES	2 030 636	765 987	454 443	810 205	

5) EVALUATION DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT :

L'Association n'a pas de valeurs mobilières de placement au 31/08/2024. Elle dispose de comptes à terme.

6) FONDS ASSOCIATIFS :

Les postes composant les fonds associatifs ont varié de la façon suivante :

- L'affectation du résultat au compte de report à nouveau,
- La constatation des subventions « Loi Astier » acquises au cours de l'exercice, déduction faite des amortissements constatés,
- La constatation des subventions « Taxe d'apprentissage » acquises au cours de l'exercice, déduction faite des amortissements constatés.

Subventions d'investissement :

Conformément au règlement 2018-06, les subventions d'investissement sont inscrites au passif du bilan sur la ligne « subventions d'équipement » de la rubrique « autres fonds associatifs » et reprises en résultat au même rythme que l'amortissement du bien financé.

Ce poste comprend les subventions dites « Loi Astier » et la taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires.



FONDS ASSOCIATIFS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la clôture de l'exercice
FONDS PROPRES	Valeur du patrimoine intégré				0
	Fonds statutaires	85 777			85 777
	Apports sans droit de reprise				0
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				0
	Subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables	134 002			134 002
	Total FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE (1)	219 779	0	0	219 779
	Réserves statutaires				0
	Réserves pour investissements				0
	Réserves de trésorerie	353 682			353 682
	Autres réserves	74 700			74 700
	Total RESERVES (2)	428 382	0	0	428 382
	Report à nouveau (3)	1 314 267		8 227	1 306 040
	Résultat (4)	-8 227	-117 713	-8 227	-117 713
	TOTAL FONDS PROPRES (I) = 1+2+3+4	1 954 200	-117 713	0	1 836 487
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	Apports avec droit de reprise				
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
	Subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables				
	Total FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE (5)	0	0	0	0
	Subventions d'équipement				0
	Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement	1 691 761	21 170	159 375	1 553 555
	Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	14 253	8 956	5 914	17 295
	Autres subventions d'investissement				0
	Total SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUELABLES (6)	1 706 014	30 126	165 290	1 570 850
	Droits des propriétaires - PRÊT A USAGE (7)				
	TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (II) = 5+6+7	1 706 014	30 126	165 290	1 570 850
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (I+II)		3 660 214	-87 587	165 290	3 407 337

DON BOSCO LYON a constaté, au cours de l'exercice clos le 31/08/2024 21 K€ supplémentaires de subvention « Loi Astier ».

La taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires et figurant dans la rubrique « autres fonds associatifs » a augmenté de 9 K€.

7) PROVISIONS :

Provision pour risque et charge :

Une provision pour litige avait été constituée lors de l'exercice clos le 31/08/2019 pour un montant de 20 000 €. Cette provision concerne un litige commercial, et porte sur des factures non comptabilisées et non réglées, que l'Association considère sans objet. Cette provision a été portée à 30 000 € à la clôture de l'exercice clos le 31/08/2020. Le jugement du tribunal a été rendu au cours de l'exercice 2023/2024. Ce jugement condamne DON BOSCO LYON au paiement des factures. Compte tenu de la provision constituée et reprise au cours de l'exercice 2023/2024, l'incidence sur le résultat est de - 32 804 €.



Une provision a été comptabilisée au 31/08/2023 pour un montant de 44 887 €. Cette provision couvre les coûts salariaux de deux personnes licenciées pour inaptitude en début d'exercice N+1. Ces personnes étant absentes, il n'y a pas d'avantage économique futur. La provision a été reprise au cours de l'exercice 2023/2024, les soldes de tout compte ayant été comptabilisés.

Une provision a été comptabilisée au 31/08/2024 pour un montant de 72 128 €. Cette provision couvre la rémunération de la responsable RH, licenciée en août 2024, pour la période non travaillée de septembre à novembre 2024, mois de sortie des effectifs de ladite salariée. Ce licenciement fera très certainement l'objet d'un recours devant le Tribunal des Prud'hommes, mais en l'absence de courrier de notification du tribunal, aucune provision ne peut être constituée, faute d'évaluation.

Engagements de retraite :

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice, pour les salariés embauchés à contrat à durée indéterminée, s'élève à 40 119 €.

Ce montant tient compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'Association à la date de départ à la retraite.

Ce montant fait l'objet d'une provision pour indemnités de départ, pour le montant total.

Aucune partie des engagements pour indemnités de départ à la retraite n'est couverte par un éventuel contrat d'assurance.

Provisions pour gros entretien :

L'Association ne constitue pas de provision pour gros entretien.

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
PROVISIONS	Risques	74 887	72 128	74 887	72 128
	Pensions et obligations similaires	39 278	841	0	40 119
	Gros entretien	0	0	0	0
	Autres provisions pour charges	0	0	0	0
	TOTAL	114 165	72 969	74 887	112 247
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation		841	0	
	financières				
	exceptionnelles		72 128	74 887	



8) FONDS DEDIES :

L'Association n'a pas constitué de fonds dédiés.

9) PASSIFS EVENTUELS :

L'Association n'a pas connaissance de passif éventuel.

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :

1) INFORMATION SECTORIELLE (VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITE) :

	2023/2024	2022/2023
Scolarité	550 939 €	499 892 €
Pension et demi-pension	452 992 €	430 291 €
Formation Continue	139 810 €	252 536 €
Forfait externat et Région	639 502 €	610 053 €
TA affectée au fonctionnement	104 012 €	44 €
Subvention apprentis	269 370 €	333 840 €
Autres subventions (dont IFAS reclassée)	35 001 €	36 458 €
Activités annexes	81 512 €	60 326 €

2) EFFECTIF EMPLOYE PENDANT L'EXERCICE :

L'effectif employé au cours de l'exercice représente environ 25 ETP.

3) REMUNERATION DES DIRIGEANTS :

Aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 (loi relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif), les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte financier (c'est-à-dire l'annexe selon la réponse ministérielle du 28-02-2008) les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Au titre de l'exercice, l'Association a versé à ses dirigeants les rémunérations brutes suivantes :

- Total des rémunérations brutes annuelles hors avantages en nature (a) : 207 106 €
- Total des avantages en nature bruts (b) : néant
- Total des rémunérations (a+b) : 207 106 €



Erasmus+



4) HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES :

Les informations relatives aux honoraires des commissaires aux comptes ne sont pas requises dans les comptes annuels des personnes morales présentant une annexe simplifiée, c'est-à-dire ne dépassant pas 2 des 3 seuils suivants :

- Total bilan ≤ 4 M€ ;
- Total chiffre d'affaires ≤ 8 M€ ;
- Salariés ≤ 50

5) RATTACHEMENT DES CHARGES ET DES PRODUITS A L'EXERCICE :

Produits et charges imputables à un autre exercice : produits constatés d'avance (passif) et charges constatées d'avance (actif).

- Les charges constatées d'avance sont en hausse (70 473 €) correspondent à des charges d'exploitation relatives à l'exercice prochain : quote-part de loyer, de contrats de maintenance, d'assurances...
- Les produits constatés d'avance (143 236 €) sont en hausse, ils sont essentiellement constitués de la taxe d'apprentissage collectée, qui sera affectée à des acquisitions d'immobilisations en N+1 (107 K€) ainsi que de la subvention d'amortissage de la hausse des fluides (26 K€).

Charges à payer et produits à recevoir rattachés aux postes de dettes et de créances.

- Les factures non parvenues (142 453 €) concernent des loyers ou prestations non encore facturés (Honoraires, sous-traitance de formation, taxes foncières, mise à disposition de personnel...),
- Les produits à recevoir (509 021 €) correspondent à une quote-part de subvention apprentis, à des refacturations à établir (facturation du personnel mis à disposition), mais également à la taxe d'apprentissage à collecter.
- Les factures à établir s'élèvent à 2 318 € et correspondent essentiellement aux factures de formation continue à établir. Les FAE sont en nette baisse, en raison du report de la date de rentrée des ambulanciers,
- Les charges fiscales à payer s'élèvent à 32 722 € (taxe sur les salaires).

6) CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS :

En dehors des provisions exceptionnelles, les charges exceptionnelles s'élèvent à 76 K€ :

- 12 500 € de solde des titres Pixago (déjà dépréciés),
- 63 804 € de condamnation dans la cadre du litige avec l'ancien architecte.



En dehors des reprises de provisions exceptionnelles, les produits exceptionnels sont constitués :

- de la quote-part d'amortissement des subventions dites « Loi Astier » (159 K€),
- des subventions taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires (6 K€),
- d'une subvention exceptionnelle de la Région Auvergne Rhône-Alpes pour la hausse des fluides (22 K€),
- d'un abandon de créance consenti par l'Institut Saint-Laurent, au titre de refacturations (78 K€).

V. AUTRES INFORMATIONS

1) ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNÉS ET REÇUS :

En application de l'art. 833-18-1, nous portons à votre connaissance les informations suivantes :

- Avals, cautionnements et garanties donnés : néant,
- Avals, cautionnements et garanties reçus :
 - DON BOSCO LYON bénéficie d'une caution à hauteur de 90% de la Région Auvergne Rhône Alpes pour l'emprunt de 300 000 € restant et l'emprunt de 600 000 € souscrits auprès de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes (capital restant dû de 6 896 € et 289 768 € au 31/08/2024),
 - DON BOSCO LYON bénéficie d'une caution à hauteur de 50% de l'association Œuvres et Missions Salésiennes de Don Bosco, et de 30% par la compagnie européenne des garanties, pour l'emprunt de 1 000 000 € souscrit auprès de la Caisse d'Epargne (capital restant dû de 817 194 € au 31/08/2024),
- Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées : la provision pour indemnités de départ à la retraite est comptabilisée (cf ci-avant),
- Sûretés réelles consenties (hypothèques, gages, nantissements) pour garantir des dettes : néant.

2) ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL :

L'Association n'a pas souscrit de contrat de crédit-bail.



3) CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE :

La contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale peut apporter à une autre un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens (ou dons en nature) : tout bien meuble remis en pleine propriété à l'entité ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux, de matériel, fourniture gratuite de services.

Ces contributions ne présentent pas un caractère significatif pour l'Association.

En application de la nouvelle nomenclature comptable de l'Enseignement catholique sous contrat avec l'Etat (édition 2016), un équivalent loyer est comptabilisé dans les comptes au 31/08/2024 dans les comptes spéciaux (861) par la contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire (871).

L'équivalent loyer, d'un montant de 106 596 €, correspond au coût économique de mise à disposition des locaux, déduction faite du loyer réellement pratiqué.

